

L'économie de Mayotte en 2013 Une amélioration économique freinée par des incertitudes en fin d'année

L'année 2013 a précédé le passage de Mayotte au statut européen de Région ultra-périphérique (RUP) et l'application de la fiscalité de droit commun, intervenus au 1^{er} janvier 2014. Le début d'année 2013 s'est inscrit dans le prolongement de la fin d'année 2012, avec une orientation favorable de la conjoncture économique. Mais le deuxième semestre a été marqué des incertitudes et un manque de visibilité, nourris par les changements institutionnels, économiques et fiscaux en perspective, qui ont altéré la confiance des chefs d'entreprise.

Ainsi, le climat des affaires a tout d'abord continué de s'améliorer : les entreprises ont bénéficié d'une activité bien orientée et ont poursuivi leurs investissements. Cependant, à l'approche de la fin d'année, elles ont adopté un comportement attentiste et reporté leurs projets. En effet, dès le troisième trimestre, malgré un niveau d'activité jugé convenable, l'indicateur du climat des affaires s'est sensiblement dégradé pour se stabiliser au quatrième trimestre. Le marché de l'emploi demeure atone avec un niveau d'offres d'emploi toujours largement inférieur à la demande. La consommation des ménages a, en revanche, montré de légers signes d'amélioration et reprend timidement dans un contexte d'une hausse modérée des prix.

Au niveau sectoriel, les services marchands ont bénéficié d'un regain d'activité. L'activité du BTP a été plus contrastée et a pâti de l'allongement des délais de paiement. Elle a également été affectée, en milieu d'année, par des difficultés d'approvisionnement de ciment. L'activité touristique s'est stabilisée à bas niveau tout au long de l'année. Enfin, le secteur du commerce a enregistré un arrêt de la dégradation puis une légère amélioration de son activité en fin d'année.

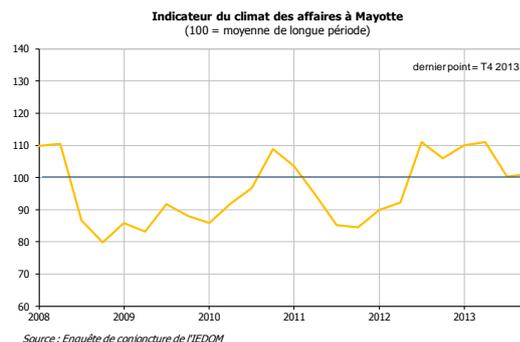
Dans ce contexte, le financement de l'économie par le système bancaire de la place est resté dynamique, soutenu par la vive progression des crédits d'investissement consentis aux entreprises. La collecte s'est inscrite, pour la première fois depuis quatre ans, en baisse. Pour sa part, le risque de crédit, porté par les établissements de crédit implantés localement, continue de se détériorer mais à un rythme moins élevé qu'au cours des deux dernières années.

UNE ANNÉE EN DEMI-TEINTE

Un climat des affaires moins favorable en fin d'année

L'amélioration observée en fin d'année 2012 s'est poursuivie en début d'année 2013 permettant ainsi à l'indicateur du climat des affaires (ICA) de continuer sa progression et de demeurer bien au-dessus de sa moyenne de longue période (+11,0 points au deuxième trimestre).

Cependant, l'ICA a enregistré une dégradation sensible au troisième trimestre (-10,7 points), pour retrouver son niveau de longue période et s'y maintenir au quatrième trimestre. Cette évolution témoigne des inquiétudes des entreprises quant à l'avenir économique de l'île compte tenu des changements importants survenus en début d'année 2014.



Hausse des prix portée par l'alimentation et les services



L'année 2013 se caractérise par une évolution très erratique des prix. Ces derniers ont globalement enregistré une nouvelle hausse en 2013, modérée en glissement annuel (+0,3 % contre +2,8 % en 2012), mais proche de celle de 2012 en moyenne annuelle (+1,3 % contre +1,4 % en 2012), soit une augmentation supérieure à celle de la France entière en 2013 (+0,9 % en moyenne annuelle).

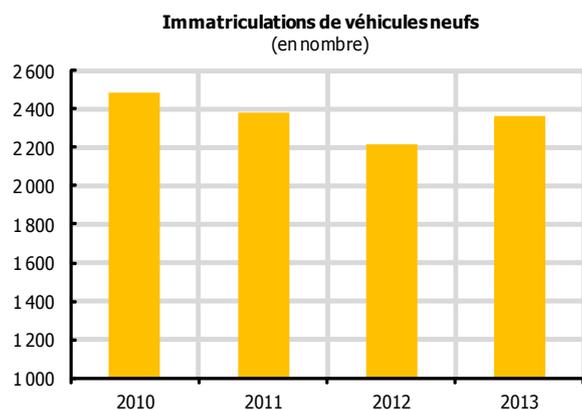
Comme en 2012, les produits alimentaires et boissons (+1,8 %, glissement annuel) et les services (+1,2 %) ont alimenté cette inflation tandis que les produits manufacturés (-1,5 %) en ont limité l'importance.

Baisse technique du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

L'année 2013 a enregistré une baisse constante du nombre de demandeurs d'emploi. Selon Pôle emploi, une partie des sorties du fichier des demandeurs d'emploi s'explique par les nombreux défauts d'actualisation des dossiers. Ainsi, au 31 décembre 2013, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) inscrits à Pôle emploi diminue de 27,2 % en glissement annuel pour s'établir à 6 551 personnes (données CVS).

Selon le dernier recensement de la population réalisé en août 2012, l'île comptait alors 19 000 chômeurs déclarés pour 52 300 actifs, soit un taux de chômage de 36,3 %.

Timide reprise de la consommation des ménages



Source : Préfecture de Mayotte, données désaisonnalisées par l'IEDOM

Après une dégradation en 2012, la consommation des ménages a tout d'abord peiné à se redresser en début d'année 2013, avant de montrer de légers signes d'amélioration en fin d'exercice. Les commerçants témoignent d'une activité dégradée mais celle-ci s'est nettement améliorée à partir du troisième trimestre.

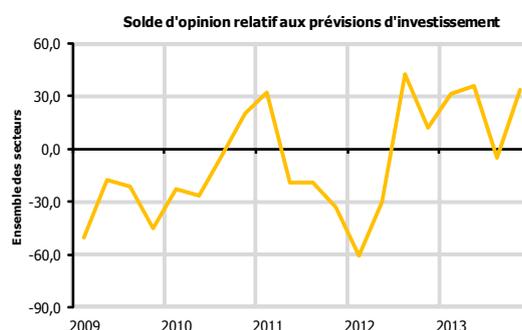
À l'exception des importations de biens d'équipement du foyer qui stagne (-0,2 %), les importations de produits alimentaires et de textiles progressent respectivement de 26,2 % et de 7,9 %. De même, le nombre d'immatriculations de véhicules neufs augmente de 6,7 %, après deux années consécutives de baisse, pour atteindre 2 365. Par ailleurs, les encours de crédits à la consommation affichent une augmentation de 4,1 % en 2013.

Cependant, la situation financière des ménages reste précaire : les retraits de cartes bancaires et le nombre de personnes physiques interdites bancaires ressortent respectivement, en hausse de 17,5 % et 1,9 % en 2013.

Relance des investissements

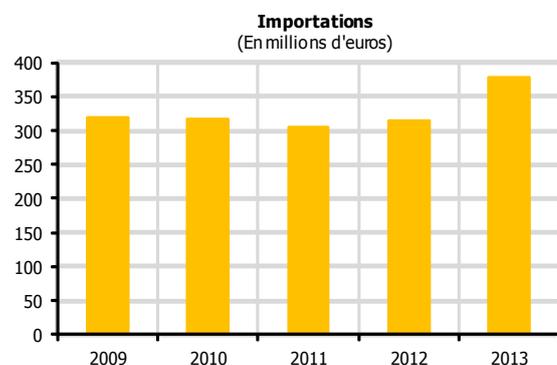
Dans le prolongement de la fin de l'année 2012, les prévisions d'investissement sont demeurées bien orientées en 2013. Hormis une chute au troisième trimestre, qui traduit les inquiétudes des entreprises à l'égard des changements institutionnels intervenus au 1^{er} janvier 2014, le solde d'opinion des chefs d'entreprise est toujours resté positif tout au long de l'année.

Les encours bancaires des crédits d'investissement se sont inscrits en nette hausse (+17,2 % en glissement annuel), tout comme ceux des crédits à l'habitat des entreprises (+19,5 %). Par ailleurs, les importations de biens d'équipement professionnel ont fortement augmenté tout au long de l'année 2013 (+135,2 %), stimulées par les opérations d'investissement conséquentes dans le domaine de l'électricité.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données CVS

Progression des importations



Source : Direction régionale des douanes, données désaisonnalisées par l'IEDOM

Les importations ont progressé de 20,5 % en 2013. Elles ont bénéficié autant de la relance des investissements (hausse des importations de biens d'équipement professionnel) que de la légère reprise de la consommation des ménages en fin d'année (augmentation des importations de biens destinés aux ménages).

Les exportations demeurent à un faible niveau et sont essentiellement composées de réexportations. En baisse de 16,5 % en 2013, elles ne représentent plus que 1,6 % des importations (contre 2,3 % en 2012).

UNE ACTIVITÉ SECTORIELLE GLOBALEMENT BIEN ORIENTÉE

Difficultés dans la filière aquacole et arrêt des exportations d'ylang-ylang

Après la restructuration de la filière opérée en 2012, l'activité aquacole a été régulière et soutenue lors des trois premiers trimestres de l'année 2013, les exportations de poissons d'élevage ressortant sur la période en hausse de 35,3 % à 63 tonnes. Cependant, lors du dernier trimestre, l'activité a souffert de délais administratifs qui ont freiné le lancement d'un projet de développement de la filière. Ainsi, l'offre a été figée et les exportations ont été nulles au dernier trimestre. Au final, les exportations subissent une chute de 6,9 % en 2013 par rapport à 2012.

Les exportations d'essence d'ylang-ylang ont cessé en 2013, après de fortes baisses enregistrées en 2011 et 2012 (respectivement, -72,0 % et -79,8 %). La faible activité conservée s'est réduite à la livraison de produits sur le marché local principalement à destination des touristes.

Les importations d'espèces avicoles ont été irrégulières tout au long de l'année et même nulles au quatrième trimestre. Elles enregistrent ainsi une baisse de 12,3 % par rapport à 2012.

Une année dynamique pour l'industrie agro-alimentaire

L'activité du secteur de l'industrie agro-alimentaire a été dynamique en 2013 ; le secteur bénéficie par ailleurs d'intentions d'investir bien orientées. Seul le deuxième trimestre a enregistré une baisse de l'activité et des investissements.

Une activité industrielle contrastée

L'activité industrielle a été plus contrastée et marquée par des fluctuations tout au long de l'année. Elle a été favorable en début et fin d'année et orientée à la baisse aux deuxième et troisième trimestres. Le secteur a tout de même enregistré les investissements les plus importants de l'année 2013, opérés dans le domaine de l'électricité, dans le but d'améliorer le réseau et répondre à la demande énergétique croissante sur l'île.

Le redressement du BTP entravé par l'allongement des délais de paiement

Les signes de redressement, observés en fin d'année 2012, se sont confirmés en début d'année 2013 et ont permis de maintenir un bon niveau d'activité dans le secteur du BTP. Lors de l'enquête « Besoins en main d'œuvre » réalisée par Pôle Emploi, les chefs d'entreprise du secteur ont même formulé des prévisions positives pour l'évolution de leurs effectifs alors que des arbitrages avaient été réalisés l'année précédente. Cependant, au fil de l'année, plusieurs éléments ont restreint cette évolution. Les entreprises du BTP ont pâti de délais de paiement qu'elles ont jugé trop longs, et qui ont dégradé leurs trésoreries et majoré leurs charges. Ensuite, en milieu d'année, 6 000 tonnes de ciment comportant un taux de chrome VI supérieur à 0,0002 %, non conforme aux normes européennes, ont été saisies ce qui a entraîné d'importantes perturbations dans le secteur. Enfin, à la fin de l'année, à l'approche du passage de l'île à la fiscalité de droit commun et au statut de RUP, des incertitudes, notamment relatives aux modalités futures de financement de la commande publique, sont venues altérer la confiance des chefs d'entreprise. Ainsi, bien que le niveau d'activité ait été favorable toute l'année, sa progression est restée limitée, produisant même un ralentissement de l'activité au dernier trimestre. De ce fait, les prévisions des chefs d'entreprise pour le premier trimestre 2014 sont pessimistes.

Arrêt de la dégradation de l'activité du commerce et regain des services

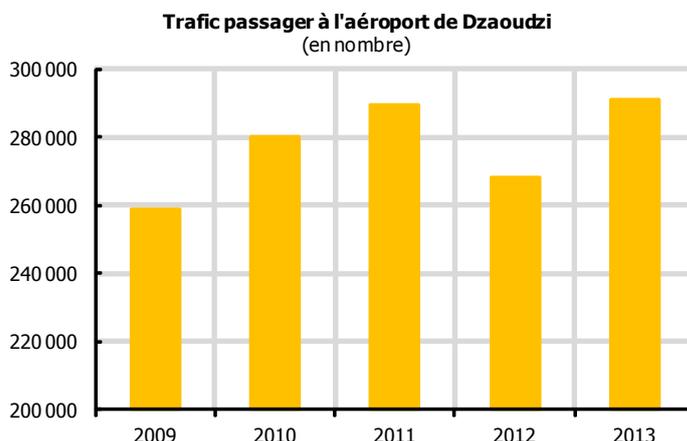
À l'image de la consommation des ménages, l'activité du secteur du commerce s'est maintenue à un niveau faible. Détérioré en début d'année, le courant d'affaires dans le secteur a progressé au deuxième semestre. Cependant, les prévisions pour le début de l'année 2014 sont pessimistes.

En 2013, l'activité du secteur des services marchands a progressé tout au long de l'année avant de se contracter au dernier trimestre. Les chefs d'entreprise du secteur se montrent également inquiets pour les premiers mois de l'année 2014.

Une activité touristique stable mais faible

En 2013, le trafic aérien a été mieux orienté, avec une hausse de 8,5 % du nombre de passagers hors transit enregistrés à l'aéroport de Dzaoudzi. Aussi, le démarrage au deuxième semestre de l'activité de la compagnie aérienne EWA, opérant sur des liaisons sous-régionales, offre des nouvelles perspectives de développement de l'île sur son espace régional.

Cependant, le secteur du tourisme enregistre toujours un niveau faible d'activité. Il s'est toutefois stabilisé en 2013, après une diminution en 2012 caractérisée par la chute de 5,0 % du nombre de touristes ayant visité l'île. Les professionnels du tourisme continuent d'éprouver des difficultés à recouvrer une situation économique pérenne.



Source : Aéroport de Mayotte, données désaisonnalisées par l'IEDOM

L'ACTIVITÉ BANCAIRE SOUTENUE PAR LE MARCHÉ DU CRÉDIT

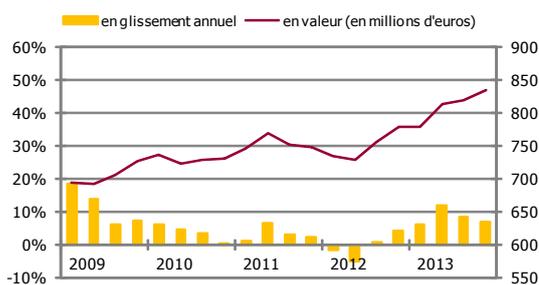
Repli des actifs détenus par la clientèle mahoraise

Malgré une hausse de 5,3 % au dernier trimestre, les actifs financiers détenus à Mayotte affichent en fin d'année 2013, pour la première fois depuis quatre ans, une décollecte de 3,1 % (-13,4 millions d'euros). Leur encours global s'établit ainsi à 416,6 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Cette évolution trouve son origine dans la forte diminution des placements liquides ou à court terme (-12,2 %, soit -18,9 millions d'euros) qui n'est pas compensée par les augmentations plus modérées des dépôts à vue (+1,7 %, soit +3,6 millions d'euros) et de l'épargne à long terme (+2,9 %, soit +1,9 millions d'euros). Ce mouvement de décollecte concerne les sociétés non financières (-3,1 %, soit -4,3 millions d'euros) et les autres agents (-38,9 %, soit -25,9 millions d'euros). Par contre, avec une collecte en progression de 16,8 millions d'euros (+7,5 %, après +3,0 % en 2012), l'épargne des ménages est alimentée par la forte croissance des dépôts à vue (+15,5 %, soit +9,6 millions d'euros) et des placements liquides ou à court terme (+5,3 %, soit +5,1 millions d'euros) qui sont dynamisés par les livrets A et bleus (+20,3 %, soit +3,6 millions d'euros).

Progression continue de l'activité de crédit

Evolution de l'encours de crédit sain de l'ensemble des établissements de crédit



Source : IEDOM, Surfi

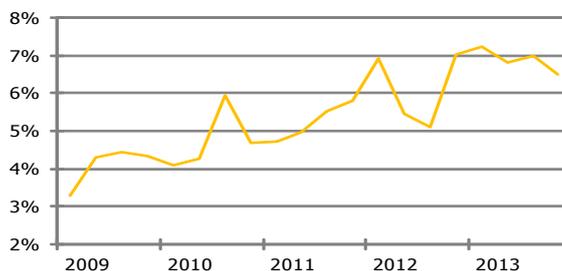
L'encours brut total de crédits à l'économie consentis par l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement) progresse de 6,7 % et s'établit à 884,2 millions d'euros à fin 2013 (après +4,7 % en 2012 et +3,5 % en 2011). L'encours de crédits sains s'accroît dans les mêmes proportions (+7,0 %, à 833,5 millions d'euros). Cette croissance est alimentée par la vive progression des crédits aux entreprises (+16,5 %, soit +50,7 millions d'euros) entretenue par des crédits d'investissement (+17,2 %, soit +38,1 millions d'euros) et à l'habitat (+19,5 %, soit +10 millions d'euros) particulièrement bien orientés. L'encours de crédits sains accordés aux ménages mahorais enregistre pour sa part une stagnation en 2013 (+0,5 % à 259 millions d'euros, après +4,9 % en 2012) sous l'effet du repli, pour la première fois depuis quatre ans, du financement de l'habitat (-2,2 %, soit une diminution de 3,2 millions d'euros, après +11,1 % en 2012 et +5,8 % en 2011).

Moindre dégradation du risque

Le rythme de progression des créances douteuses brutes portées par les établissements de crédit de la place s'est ralenti en 2013 (+2,6 %, soit +1,3 million d'euros, après +22,3 % en 2012) pour atteindre un encours de 50,7 millions d'euros à fin 2013.

Cette moindre dégradation du portefeuille concerne également les établissements de crédit installés localement qui affichent, pour la première fois depuis 2009, une amélioration de leur taux de créances douteuses (6,5 %, soit -0,5 point).

Taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement



Source : IEDOM, Surfi

2014, UNE ANNÉE DE TRANSITION

L'accession de Mayotte au statut européen de RUP est porteuse d'espoirs pour les agents économiques qui la perçoivent comme une opportunité d'amplifier et d'accélérer le développement économique, social et environnemental de l'île. Cependant, la mise en oeuvre des fonds européens engendre également un climat d'incertitudes puisque ses modalités techniques et financières ne sont pas encore définitivement arrêtées. Ainsi, les entreprises ne disposent pas d'une visibilité suffisante sur les projets éligibles, leurs modalités et leurs délais de financement. De manière complémentaire, la mise en place de la fiscalité de droit commun génère également l'inquiétude des ménages quant à leur niveau d'imposition, notamment local, et des acteurs du secteur productif quant au volume de la commande publique qui pourra entretenir leur niveau d'activité en 2014.

Malgré le maintien des transferts publics, alimentés par l'indexation des salaires des fonctions publiques et la revalorisation des différentes prestations, qui soutiendront la consommation finale, les tendances observées à la fin de l'année 2013, qui avaient altéré le climat des affaires, devraient se prolonger au moins sur le premier semestre 2014. Les chefs d'entreprise interrogés prévoient ainsi une baisse générale d'activité dans la majorité des secteurs au cours des premiers mois de l'année, dans l'attente de la clarification des réformes en cours.

Néanmoins, pour se préparer à bénéficier des potentialités créées par les changements institutionnels, les agents économiques devraient maintenir un niveau d'investissement bien orienté qui pourrait être soutenu par un financement bancaire dynamique. L'amélioration économique, perçue en début d'année 2013 mais ralentie en fin d'année, pourrait se retrouver, mais probablement pas avant la fin de l'année 2014, qui devrait être une année de transition.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : Y. MAYET

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : avril 2014 – Dépôt légal : avril 2014 – ISSN 1952-9619